

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

Index AI : EUR 27/001/2009

ÉFAI

7 août 2009

Une femme rom tuée par balle en Hongrie

Amnesty International est vivement préoccupée par la mort d'une femme rom, tuée par balle dans l'est de la Hongrie tôt le matin du 3 août. Cette femme, âgée de quarante-cinq ans, a été abattue dans le village de Kisléta, et sa fille, âgée de treize ans, a été grièvement blessée lors de cette attaque, survenue un jour à peine après les cérémonies hongroises relevant de la Journée internationale de commémoration en mémoire des victimes roms de l'Holocauste.

D'après les premières informations fournies par la police, ce meurtre est similaire à une série d'attaques récentes à caractère raciste visant des communautés roms installées en Hongrie. D'après les médias, la maison, située aux abords de la ville, a été prise d'assaut au milieu de la nuit. Amnesty International a fait part de ses préoccupations au sujet du nombre croissant d'attaques dirigées contre des Roms vivant en Hongrie au cours de l'année écoulée, et quant au fait que la police ne mène pas d'enquêtes dignes de ce nom dans ces affaires. Entre janvier 2008 et juin 2009, le Centre européen pour les droits des Rom (CEDR) a rassemblé des informations sur 39 attaques dirigées contre des Roms ou contre des biens leur appartenant. Huit personnes ont perdu la vie au cours de cette période. La multiplication des attaques visant des Roms et leur domicile a créé un climat de peur et d'intimidation.

Róbert Csorba, vingt-sept ans, et son fils âgé de cinq ans ont été tués alors qu'ils s'enfuyaient de leur maison en feu – conséquence d'un incendie criminel présumé – à Tatárszentgyörgy, le 23 février 2009. À Tiszalök, le 22 avril, Jenő Kóka, cinquante-quatre ans, a été abattu alors qu'il sortait de chez lui pour se rendre à son travail à l'usine de produits chimiques locale.

En novembre 2008, un homme et une femme ont été tués par balle après que leur maison a été incendiée au cocktail Molotov, à Nagycsécs, un village du nord-est de la Hongrie.

Amnesty International se félicite que le gouvernement hongrois ait fermement condamné les attaques dirigées contre des membres de la communauté rom, mais il est absolument urgent qu'une enquête efficace soit menée par la police.

Les enquêtes menées sur plusieurs cas récents d'attaques racistes auraient été insuffisantes. En ce qui concerne les homicides commis à Tatárszentgyörgy, par exemple, le responsable des services locaux de la police criminelle a

violé les règles applicables en matière d'enquête sur le terrain, selon un rapport rendu par le CEDR, le Bureau pour la protection juridique des minorités ethniques et nationales, et l'Union hongroise pour les libertés civiles.

L'organisation a salué la décision de charger le bureau national d'enquêtes hongrois de mener des investigations au sujet du meurtre de Kisléta, apparemment motivé par le racisme. Cet organe a été créé spécialement pour enquêter sur les crimes graves.

De nombreux Roms vivent dans la peur. Nul ne sait où ni quand la prochaine attaque se produira. Les autorités hongroises doivent prendre des mesures positives afin de lutter contre les préjugés latents à l'égard des Roms. Elles doivent également mettre des politiques en place dans le but de prévenir ces agressions et de traduire en justice ceux qui enfreignent la loi.

Amnesty International est également préoccupée par le fait qu'un certain nombre d'autres attaques n'ont peut-être toujours pas été signalées. Dans son rapport de 2009 sur la Hongrie, la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance a noté que *« les victimes sont souvent réticentes à se faire connaître ou à signaler les aspects racistes de ce type d'infractions, que ce soit à cause d'un sentiment de honte, par peur des représailles ou parce qu'elles estiment peu probable que des suites sérieuses soient données à ce genre d'affaire »*.

Complément d'information

Les Roms sont en butte à des discriminations systématiques à travers l'Europe, continuant d'être en grande partie exclus de la vie publique et se trouvant dans l'impossibilité de jouir pleinement de certains droits, notamment en matière de logement, d'éducation, d'emploi et de services de santé. Beaucoup vivent isolés matériellement du reste de la population, vivant dans des quasi-ghettos largement dépourvus d'équipements de base (approvisionnement en eau et en électricité, installations sanitaires, voies goudronnées et autres infrastructures essentielles). Les expulsions forcées et illégales pratiquées dans certains pays aggravent encore leur état de pauvreté.

Depuis plusieurs années, Amnesty International lutte aux côtés d'autres organisations contre les discriminations dont sont victimes les Roms, recensant des cas d'attaques violentes visant des personnes et des communautés roms, ainsi que des cas de mauvais traitements infligés par la police, et menant en particulier une action visant à obtenir que leurs droits à l'éducation et à un logement décent soient respectés.

FIN/